

BURKINA FASO

*Mission Permanente auprès
des Nations Unies*



*La Patrie ou la Mort
Nous vaincrions*

DEUXIEME SOMMET MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

-----0-----0-----
-----0-----

TABLE RONDE 1

**THEME : « Renforcer les trois piliers du développement social :
élimination de la pauvreté, plein emploi productif et travail décent
pour tous et inclusion sociale »**

DECLARATION DU BURKINA FASO

Prononcée par :

Madame Mariame FOFANA

*Ambassadeur, Directrice Générale de la Coopération Multilatérale
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des
Burkinabè de l'Extérieur*

Doha, le 04 novembre 2025

(Vérifier au prononcé)

**Monsieur le Président,
Distingués délégués,**

Le Burkina Faso salue la tenue de la présente table ronde qui porte sur des enjeux essentiels à la construction de sociétés plus justes, inclusives et durables car elle a lieu dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques, des défis sécuritaires, climatiques, économiques et humanitaires, la pauvreté persistante, le chômage, la précarité, les inégalités sociales et la crise du financement du développement.

Ces défis nous rappellent que le développement, s'il n'est pas inclusif, ne peut garantir ni la dignité humaine, ni la stabilité encore moins un monde plus solidaire en adéquation avec les aspirations profondes de nos populations.

La réforme de la gouvernance mondiale est indispensable pour garantir aux pays en développement qu'ils peuvent bénéficier de manière équitable des opportunités offertes par la mondialisation par des actions réelles et coordonnées des trois piliers fondamentaux du développement social : l'élimination de la pauvreté, l'accès à un emploi productif et décent pour tous, ainsi que l'inclusion sociale. Si, nous voulons un développement social qui ne laisse personne de côté, ces piliers doivent demeurer au cœur de nos politiques publiques, de notre vision pour l'avenir.

Cela implique également d'investir dans la formation et l'entrepreneuriat des jeunes, véritables catalyseurs de l'innovation et de la transformation structurelle, afin de générer des emplois décents et durables.

Monsieur le Président,

Fort de cette réalité, le Burkina Faso a initié des réformes audacieuses afin d'élargir la protection sociale, de soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, et de garantir l'accès aux services essentiels, en particulier dans les zones rurales et celles à défis sécuritaires.

Ainsi, le référentiel national de développement, fondé sur une approche holistique intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales, accorde une attention particulière aux couches sociales vulnérables (enfants, jeunes, femmes, personnes âgées, personnes handicapées et personnes déplacées internes). L'objectif est de renforcer leur autonomie et leur contribution au développement.

Cette dynamique se traduit notamment par :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de relèvement des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil (SNR-PDICA/2023-2027) ;
- **l'opérationnalisation du Fonds de soutien patriotique** qui a permis de mobiliser des ressources internes de plus **264 millions USD** entre janvier et septembre 2025 ;

- **l'implication directe des citoyens dans des projets structurants** à travers l'Agence pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Communautaire (APEC), qui a permis de mobiliser plus de **32 millions USD** en une année au profit des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, l'agro-alimentaire, le textile et les mines ;
- le renforcement de l'employabilité des jeunes à travers plus de 10 000 stages d'initiation à la vie professionnelle et la participation de 52 240 volontaires nationaux à des chantiers de développement en 2025.

Monsieur le Président,

Pour rendre justice au thème de la présente session, il nous incombe de travailler prioritairement à la création d'un environnement mondial favorable aux politiques sociales ambitieuses, à travers une coopération internationale fondée sur la solidarité, l'allègement de la dette, un accès équitable aux ressources (financière et technologiques) et une gouvernance économique plus inclusive qui ne laisse personne de côté.

Nos référentiels (l'Agenda 2030, le Pacte pour l'Avenir, le Compromis de Séville) nous appellent à l'action pour bâtir ensemble un avenir plus juste, plus sûr et plus prospère pour tous, en un mot, un avenir où chacun peut vivre dignement à l'abri du besoin élémentaire et conscient de sa contribution à l'édification de sociétés inclusives !

Je vous remercie.